



A propos de la Fédération

1 - En 2008, des militant(e)s issu(e)s des Verts se sont engagés dans un projet de regroupement à la suite de l'appel lancé par Politis. L'idée d'une Fédération rassemblant divers acteurs : communistes unitaires, alternatifs, écologistes, collectifs unitaires anti-libéraux représentait un pas en avant dans la recomposition et l'espoir de contribuer utilement à l'émergence d'une nouvelle force de transformation sociale et écologiste.

Les principes du pluralisme, de la double appartenance, de la recherche du consensus entre des traditions et des cultures diverses constituaient un élément essentiel dans l'idée de Fédération. Il s'agissait ainsi de démontrer dans la pratique qu'aucune organisation actuelle n'est à elle seule à même de constituer le noyau susceptible de constituer une alternative politique. De même, la méthode privilégiée a consisté à construire ensemble sans attendre de se mettre d'accord sur le projet et la stratégie en faisant le pari que les avancées communes relativiseraient les divergences existantes.

2 - Sur cette base se sont tenus en février 2009 un meeting de lancement et une réunion nationale autour du projet de Fédération. Malgré le caractère un peu décousu de la préparation, nous avons ainsi pu vérifier qu'une dynamique existait tant au plan local que national. Des réunions de présentation se sont déroulées dans de nombreuses villes avec une participation significative de l'intérêt porté à la démarche par des militant(e)s et des citoyen(e)s ne se retrouvant pas ou plus dans l'offre politique actuelle à gauche.

3 - Malgré cet enthousiasme, des pesanteurs non négligeables ont néanmoins pu être constatées :
Même si « Ecosol » et « AlterEkolo » se sont déclarées parties prenantes de la Fédération, force est de constater qu'à ce stade peu de personnes se sont investies. Pour l'essentiel seul quelques militant(e)s ou groupes sortis des Verts furent disponibles malgré des départs massifs ces deux dernières années. Le scepticisme constaté porte le plus souvent sur le manque de visibilité médiatique et l'absence de poids électoral. Dès lors la faiblesse du courant écologiste ne pouvait qu'avoir des conséquences en terme d'orientation. L'incapacité à adopter le sous-titre accordé lors du lancement – pour une alternative sociale et écologiste – au nom Fédération montre bien que pour nos partenaires l'écologie reste un élément de programme, certes important, mais en aucun cas une identité extérieure. L'idée de la nécessité de disputer aux Verts le monopole de l'écologie ne rencontre que peu d'adhésion dans une culture encore très marquée par les remises en cause au sein de la gauche traditionnelle.
Réticents dès le départ sur le projet en lui-même (ils auraient préféré la construction d'une organisation autogestionnaire plus délimitée), les Alternatifs conçoivent la Fédération pour l'instant plus comme un cadre d'information et de débat commun que comme un premier pas

Lire la suite page suivante

édito

Marquer le rapprochement

AlterEkolo et Ecologie solidaire ont engagé depuis près d'un an une démarche de rapprochement. En effet ces mouvements de l'écologie politiques sont en fait très proches. Ils sont tous deux composés de militantEs membres des Verts ou qui ont quitté ce parti. Ils participent tous deux aux rencontres de l'écologie radicale, issues du processus de Miremont ; ils sont tous deux impliqués (de façon critique comme le montre le texte ci-dessous) dans le processus de La Fédération ; celles et ceux de leurs militantEs qui sont chez Les Verts se retrouvent très largement dans les mêmes tendances.

C'est pourquoi, afin de marquer cette convergence, cette lettre est maintenant publiée sous la responsabilité commune des deux mouvements.

Sur le site d'Ecologie solidaire
<www.ecologie-solidaire.org>,
lire également

« Pourquoi il faut abroger la LRU
et comment y parvenir... »
par Jacques Stambouli

vers le dépassement des structures existantes. A chaque étape du processus ils n'ont jamais renoncé à mettre en avant leur propre apparition ce qui ne peut qu'affaiblir l'idée d'un nouveau construit politique. A cet égard les négociations séparées pour les européennes sont une caricature de ce qu'il ne fallait pas faire, d'autant qu'au final, une fois de plus, ils en sont réduits à ne pas participer à une échéance électorale faute de trouver une majorité en leur sein pour une des options disponibles.

Une sensibilité forte demeure en particulier au sein de la CNCU pour faire du thème de la lutte contre les dérives de la forme-parti, des structures pyramidales, un axe essentiel de la Fédération. Sans sous-estimer cette dimension et instruits par l'expérience acquise chez les Verts, nous tendons plutôt à mettre l'accent sur les racines sociales et politiques des phénomènes de bureaucratisation. En outre, nous ne pensons pas qu'une force puisse s'abstraire de la société pour constituer un « ilot autogestionnaire » et bannir toute délégation de pouvoir. La question des formes internes est moins déterminante que les capacités d'intervention externes dans la société.

4 - L'ensemble de ces difficultés s'est cristallisé autour de la question des européennes. Après l'échec des tentatives unitaires des présidentielles, législatives et municipales, il était temps de s'interroger sur le sens d'une campagne pour des listes « du PC au NPA ». Outre l'aspect purement propagandiste de l'opération (qui n'est pas toujours inutile), elle présente l'inconvénient de se focaliser sur une période, celle du « Non » au TCE très différente de la conjoncture actuelle. Remarquons aussi que l'unité de la « gauche anti-libérale » laisse de côté encore une fois le terrain de l'écologie et de l'espace occupé par les Verts.

Enfin les velléités d'alliance avec le NPA font l'impasse sur les divergences majeures avec cette organisation. La question de l'unité de toute la gauche et des écologistes autour d'un programme alternatif à la droite est aujourd'hui indispensable. Ce n'est pas en réalité la position des amis d'Olivier Besancenot. Pour eux toute avancée est impossible sans rupture totale et immédiate avec le capitalisme, ce qui empêche une apparition unitaire ayant un sens autre que purement protestataire. Au total le positionnement « l'unité sinon rien » adopté par la Fédération et ses diverses composantes s'est avéré sans doute utile localement en interpellant publiquement les autres forces politiques, mais n'a pas permis d'exister sur la scène nationale. Donner des leçons unitaires, tout en restant spectateurs, n'est pas un gage de réussite.

Cette leçon vaut y compris pour les écologistes. Notre présence chez les Verts, le soutien apporté dans le Sud-Ouest à la liste Bové, excluait toute possibilité d'aider la Fédération à peser sur le Front de Gauche, ce dernier étant surtout intéressé par une éventuelle présence écologiste. De même, la double appartenance au PC des communistes unitaires a encore compliqué les relations avec les éventuels partenaires de la Fédération.

Il est maintenant indispensable de tourner la page et de prendre en compte le caractère durable de la scène politique à gauche du PS telle qu'elle est en train de se structurer. Il faut choisir dans quel espace il devient prioritaire d'agir. Il serait suicidaire de reproduire jusqu'en 2012 des appels à l'unité qui ne trouvent que très peu d'écho au sein de la masse de la population.

5 - Pour notre part, nous avons toujours conçu la Fédération comme une structure transitoire, s'inscrivant dans une dynamique de rassemblement plus large. Depuis l'année dernière, plusieurs facteurs doivent nous conduire à accélérer le mouvement.

En premier lieu l'actualité sociale pose avec force la question du débouché politique et plus précisément des orientations sur lesquelles une gauche à vocation majoritaire pourrait se rassembler.

L'émergence du Parti de Gauche est venu occuper un espace déjà fortement encombré. Pour le plus grand nombre les différences avec la Fédération ne sautent pas aux yeux.

Face aux urgences du moment, l'heure n'est pas à la constitution d'un groupuscule supplémentaire, ni au repli sur des recherches théoriques aussi utiles soient-elles. Aussi nous souhaitons que la Fédération envisage son dépassement dans les mois qui viennent.

L'objectif à terme est de faire naître une nouvelle organisation écologiste et alternative et d'unifier l'espace situé entre le PS et le NPA. Au cours de l'année 2009, nous proposons que la Fédération engage un dialogue avec le PG pour explorer les possibilités de dépassement et de dynamique commune.

La Fédération doit aussi être présente sur le terrain de l'écologie politique. Elle s'adressera aux Verts ainsi qu'aux formations soutenant la décroissance pour étudier avec eux la possibilité de faire avancer l'idée d'une grande force écologiste et altermondialiste.

La dette écologique

La dette écologique est la dette accumulée par les pays du Nord envers les peuples des autres régions, en raison des ressources naturelles qu'ils y ont prélevées pour leur propre bénéfice, ainsi que pour les dommages causés à la biosphère dans sa globalité et à l'environnement de ces régions. Il ne s'agit pas d'évaluer le coût de ces prélèvements, mais de constater les responsabilités environnementales et évaluer les obligations qui en résultent. Prélèvement des ressources naturelles Ce prélèvement qui a commencé à l'époque coloniale, se poursuit encore aujourd'hui avec le pétrole, les minéraux, les ressources forestières et marines, ainsi que les terres exploitées pour les agrocarburants.

Modification imposée de la production agricole

Dès l'époque coloniale, les cultures vivrières destinées à l'alimentation des populations ont été abandonnées au profit des monocultures de produits utilisés par les pays du Nord, ou ré-exportées vers le sud après transformation : café, thé, cacao, soja, etc. Suite à la création de cette dépendance économique, s'est installée une longue période d'échange inégal. La monoculture a conduit à une diminution de la biodiversité.

Bio-piraterie

Les connaissances ancestrales sur les semences et sur l'utilisation des plantes médicinales, ont été mises au profit des sociétés transnationales du Nord. L'appropriation de ces connaissances sous forme de brevets est aussi une forme de vol.

Exportation des déchets dangereux

Le démantèlement des bateaux occidentaux comportant des substances dangereuses telles que l'amiante ou les métaux lourds, est réalisé en Inde et au Bangladesh. Les déchets électroniques sont envoyés aussi bien en Inde qu'en Chine.

La dette du carbone

La pollution atmosphérique à l'origine du réchauffement climatique, est due principalement aux émissions des pays industrialisés. Les conséquences du réchauffement (désertification, inondations, salinisation des terres...) seront beaucoup plus graves dans les pays du Sud.

L'utilisation des armements

La vaste majorité des armes utilisées dans les guerres au Sud, sont fabriquées au

Nord ou en Israël. Leur impact rend les terres où ces armes sont utilisées, inutilisables pour la production alimentaire.

Que faire ?

La reconversion écologique des pays du Nord doit être suffisamment importante pour que les pays du Sud puissent développer des activités permettant d'éliminer la faim et de fournir l'eau potable à tous.

Les réfugiés politiques et économiques qui arrivent dans les pays du Nord, ne doivent plus être refoulés, surtout quand ils sont originaires de pays où l'Occident a apporté la guerre et la dévastation.

Un audit indépendant des dettes financières des pays du Sud et une évaluation de la dette écologique des pays du Nord vis à vis de chaque pays du Sud, doivent être engagés. Une compensation et un règlement du solde par les pays ou les régions débitrices doit en découler. Il faut mettre l'OMC sous la tutelle de l'Organisation Mondiale de l'Environnement (organisme à créer).

Le commerce ne doit pas être permis si les retombées de son impact environnemental ou social sont négatives.

Muttiah Yoganathan

Bibliographie

«La dette écologique-qui doit à qui?», *Les autres voix de la planète* (trimestriel), CADTM, cadtm.org

Vandana Shiva, *La Biopiraterie ou le pillage de la nature et de la connaissance*, ALIAS etc

Damien Millet et Eric Toussaint, *Les crimes de la dette et 60 questions 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale*, CADTM

Diplomatie, business et dictatures, Survie, octobre 2008

Au sujet de la «directive retour», lettre du Président Evo Morales à l'Union Européenne

Anne-Cécile Robert, *L'Afrique au secours de l'Occident*, Editions de l'atelier

Faut-il changer l'école ?



Il est fréquent et récurrent que l'on se pose la question «Faut-il changer l'école?». Mais présentée sous cette forme, la question de l'école donne souvent lieu à des débats sans fin. Il ne s'agit pas ici de dire que cette problématique est sans intérêt mais plutôt d'engager la réflexion sur un registre moins ouvert mais peut-être plus porteur de propositions pour l'avenir : Pourquoi faudrait-il changer l'école ?

Voilà une question que nos adversaires politiques ne se posent plus depuis longtemps. Ils ont, dans les années 90, trouvé la réponse qui les guide aujourd'hui dans les réformes qu'ils nous imposent. La conférence de Lisbonne en 1999 réunissait en effet vingt-neuf ministres de l'Éducation, qui se sont emparé de la question et qui sous couvert d'harmonisation ont ouvert un boulevard à l'orientation économiste de l'éducation. L'éducation et la recherche, que l'on pensait soustraits jusque là à la logique économique du capitalisme, devaient pleinement intégrer cette logique pour réussir la globalisation économique et financière. Le système éducatif n'étant pas adapté à ces nouvelles formes de la société néolibérale, il fallait envisager les réformes qui, à moyen terme, serviraient à garantir cette adaptation du champ éducatif aux lois de la rentabilité et de la compétitivité économique internationale.

Mais me direz-vous alors : «*Vous êtes sûre que ce sont les ministres de l'Éducation qui se sont réunis, vous ne confondriez pas avec les ministres de l'Économie ?*» Je comprends votre interrogation car sachez que cette conférence informelle entre ministres de l'Éducation qui a abouti à la Déclaration de Bologne avait été préparée à l'avance. Par qui ? Des chercheurs en éducation, des citoyens, des enseignants, des parents, par un débat public ? Non, voyez-vous, le principal acteur de cette orientation est le lobby industriel le plus puissant en Europe, l'ERT ou la Table ronde des industriels européens. Ce sont ces plus grandes firmes européennes, comme Total, Carrefour, Elf... qui, par l'intermédiaire de leurs représentants, ont pensé les textes à partir desquels la commission européenne a écrit ses rapports. En 1989, paraît un texte intitulé «Éducation et Compétences en Europe». Éducation et formation sont désormais conçues comme des investissements vitaux pour la réussite des futures entreprises. Employabilité, flexibilité, mobilité sont les mots clefs du processus de Bologne comme en témoigne à l'époque le livre blanc de la commission européenne. En 1998, le rapport Reiffers stipule que le temps de l'éducation hors l'école est venu et que l'offre d'éducation doit s'étendre à des prestataires plus innovants que les structures traditionnelles. En France, le rapport Attali en 1998, sur les pôles d'excellence fait émerger les termes de l'économie de la connaissance et de la société de la connaissance qui constitueront le socle de la stratégie de Lisbonne. Économie de la connaissance, cela a le mérite d'être clair : la connaissance devient un savoir-capital, l'école et ses concurrents deviennent des prestataires de services et de compétences, et les universités françaises doivent atteindre la taille critique pour concurrencer à l'image des grosses firmes internationales, les universités du monde entier. Depuis, tous les rapports présentés sous des apparences éducatives comme le rapport Thélout ou Tabarot, ne sont que des recopiations de documents européens, émanant de la sphère économique et maquillés de préoccupations éducatives.

Alors faut-il changer l'école ? Avant de s'installer dans des débats techniques certes très précieux qui permettent aux chercheurs et praticiens de montrer les résultats de leurs expériences respectives, ne faut-il pas d'abord penser le pourquoi du changement et pour quelles politiques éducatives ? Nos adversaires ont déjà répondu à la question en choisissant la gouvernance éducative. Qu'est-ce que la gouvernance sinon la politique du non gouvernement qui s'en remet uniquement aux logiques de l'économie ? La gouvernance est un choix politique qui subordonne le politique à l'économique.

Nous avons nos propres choix politiques à faire. Alors que les enquêtes internationales montrent que le système éducatif français est celui où le déterminisme social agit le plus sur les inégalités scolaires, alors que la plupart des élèves en difficultés scolaires qui quittent prématurément le système sont des adolescents dévalorisés, n'ayant plus confiance en eux et dans le monde des adultes, des êtres humains en rupture avec le désir d'apprendre, nous n'aurions rien à proposer ? A quand un colloque non pas sur les méthodes éducatives, les expériences alternatives, mais sur les politiques éducatives ? Nos adversaires politiques ont compris que pour changer la société il faut changer l'école et ils le font avec la passion du chercheur de profits !

De quelle école a besoin une société reconvertie à l'écologie politique ? Illitch n'avait-il pas ouvert le débat en préconisant une société sans école ou plutôt une déscolarisation de la société ? Mais comment se fait-il qu'il disait déjà dans les années 70 : «*De même que dans une société de classes, le travailleur est aliéné dans son travail, l'homme est aliéné face au savoir lorsque le savoir se transforme en production d'un service et celui qui l'acquiert en un consommateur*». Pour Illitch, l'institution «école» a perverti l'éducation qu'elle a convertie en bien de consommation. Cette confusion entre institution et valeur nous a engagés sur une voie fatale. Cette transformation du savoir en biens de consommation se reflète dans nos comportements de tous les jours, apprendre, réparer, cuisiner, jardiner, fabriquer... toutes ces choses que l'on pourrait faire par soi-même sont devenus des services délégués à des institutions ou supposés devoir être intégrés dans le calcul du PIB lorsqu'ils sont assurés de manière domestique. En désapprenant à «faire» ou «être eux-mêmes», les êtres humains n'accordent plus de valeur qu'à ce qui est fabriqué ou le sera. Un programme scolaire est une marchandise dûment préparé et conditionné. Aujourd'hui, dans la rue on scande que le savoir n'est pas une marchandise, il y a plus de trente ans Illitch l'écrivait. Aujourd'hui où le savoir est en passe d'être considéré par la société néolibérale comme un investissement et comme un capital, nous dénonçons sa marchandisation, nous dénonçons la libéralisation de l'enseignement alors que depuis des décennies l'université est gérée comme

Lire la suite page suivante

Enfermement, droits et libertés

En 1984, des militantEs découvrent avec stupéfaction qu'en France, dans le sinistre hangar d'Arenc à Marseille, des personnes sont enfermées et privées de liberté pour une durée indéterminée par simple décision administrative. Significativement, le vocabulaire officiel les désigne par une ancienne terminologie : celle du bagne et des « retenus » comme à Cayenne. Devant le tollé, cette pratique va être codifiée, c'est-à-dire légalisée et légitimée. Pour tenter d'y mettre un vernis humanitaire, l'administration propose une assistance sociale aux retenus pour organiser leur départ. C'est ainsi que la Cimade, sous les sifflets d'une partie du monde associatif, pénètre en rétention. Par l'action déterminée d'une poignée de militantEs, cette mission sociale va devenir juridique : la mise en évidence et la défense des droits des retenuEs. C'est en partie ainsi que moins de la moitié des enfermés sont expulsés. Dans les années '90, lorsque la mission sociale est confiée à l'OMI, la Cimade invente une nouvelle action : l'information. Elle publie des rapports circonstanciés sur les centres d'enfermement pour étrangers, mettant en évidence l'inhumanité de ce qui s'y déroule et y faisant ainsi pénétrer les citoyens. A partir de 2003, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, le chiffre des expulsions devient un enjeu politique. Pour augmenter son apparence d'efficacité, et incapable d'augmenter son efficacité réelle (le taux d'expulsé par retenu), l'administration crée de nouveaux centres d'enfermement administratif, de plus en plus grands et inhumains. La Cimade est contrainte de répondre à la demande croissante et de multiplier son offre, en embauchant et formant des intervenantEs en rétention (une centaine à ce jour). Le prix en est une possible dépendance de cette petite structure militante par rapport à un financement public (alors le ministère des Affaires sociales). Pour baisser ses coûts, améliorer son rendement, et sans doute supprimer le petit désagrément du rapport annuel, l'administration décide de mettre fin à la convention qui la lie à la Cimade et d'utiliser une procédure d'appel d'offre concurrentiel. Après une première tentative infructueuse en 2006, un appel d'offre pour une "information juridique" en rétention (sans obligation d'assistance technique donc), a abouti récemment (sous réserve de quelques recours non encore jugés).

Le 2 juin 2009, sauf nouvelle évolution, l'intervention citoyenne auprès des étrangers enfermés administrativement va être profondément modifiée. Elle sera régie par les conditions énoncées par l'administration dans l'appel d'offre, non négociables et renouvelables chaque année.

Sans faire de procès d'intention, les structures diverses qui vont maintenant intervenir en rétention (Ordre de Malte, Forum réfugié, ASSFAM, France terre d'asile) n'inscrivent pas leurs actions dans un rapport de force. Ce ne sont pas des structures militantes mais des associations dépendantes quasi uniquement de financements publics ; leur contrat n'est qu'annuel ; il est douteux qu'elles parviennent à coordonner leurs actions et à assurer une défense de même ordre dans tous les centres. Enfin l'analyse globale de la rétention en France est quasiment interdite. Quand à la structure qui a, pour le moment, la charge des centres situés dans les DOM-TOM, c'est carrément une émanation de l'UMP : l'intention est claire, l'ordre règne dans les colonies.

Cet affaiblissement des droits des étrangers enfermés, dont nous verrons les pleins effets dans deux ou trois ans, doit être replacé dans une vision plus large. D'abord l'accroissement récent du nombre d'expulsés (de 10 000 à 26 000 par an en 10 ans) est due à 80 % non pas à l'augmentation du nombre d'enfermés, mais aux retours volontaires de Roumains qui peuvent venir en France sans visa. Cette source sera tarie fin 2011 lorsque la Roumanie intégrera complètement l'espace Schengen. Ensuite la baisse des droits des étrangers s'inscrit dans le contexte plus vaste des atteintes aux libertés, dont les étrangers ont toujours été les premières victimes avant que les nationaux n'en soient frappés. Nous le voyons encore avec le regroupement familial, que le gouvernement tente de supprimer pour les étrangers et d'en imposer les contraintes aux nationaux (voir les « Amoureux au ban »). Aujourd'hui, déjà, unE FrançaisE qui vit avec unE étrangerE est suspect, interrogé, surveillé, et doit rendre des comptes. Bientôt ceux qui les soutiennent ou les connaissent subiront le même sort. Des événements pas si anciens nous montrent où peuvent amener ces dérives que nous ne dénoncerons jamais trop.

Simon Imbert-Vier

Faut-il changer l'école, suite de la page précédente

une entreprise libérale partenaire de l'activité économique, transformée demain par la Lolf et la LRU en une entreprise néolibérale, en une activité économique à elle toute seule.

Qu'est-ce qui nous a aveuglés jusque là, pour ne pas voir dans nos services publics, venir cette chosification des valeurs en biens de consommation, ne pas voir venir cette logique de marchandisation que nous dénonçons aujourd'hui alors que nous y avons malgré nous participé depuis longtemps. Est-ce notre confiance aveugle dans des institutions que nous avons mythifiées pendant des années parce qu'elles nous semblaient apporter, par la sacro sainte égalité de traitement sanctifiée au stade de démocratie suprême, l'alternative méritocratique, supplantant ainsi un ordre naturel jusque là marqué par l'origine de naissance. Par le système de la scolarité obligatoire universelle, on espérait ne plus faire dépendre la place future dans la société que des mérites de chacun placé au départ avec des chances égales.

Loin d'égaliser les chances, l'école en a assuré la répartition et nous n'avons rien dit pour préserver le sanctuaire.

Martine Alcorta

écologie solidaire alter ekolo

Note de lecture

Pour une nouvelle critique de l'économie politique

En quoi le dernier essai de B. Stiegler [1] peut-il intéresser les partisans d'une écologie «radicale»? D'abord, parce que dans la continuité de ses recherches antérieures, B. Stiegler considère que la crise actuelle marque, non seulement l'effondrement du système financier hérité des années 80, mais plus fondamentalement l'épuisement du modèle consumériste, c'est-à-dire d'un modèle fondé sur l'exploitation de l'énergie libidinale du prolétaire comme consommateur prolétarisé. Parce que la prolétarianisation définit l'expropriation du temps des hommes, au niveau de la sphère productive comme de l'univers de la consommation, Stiegler considère le productivisme et le consumérisme comme les deux facettes d'une même réalité. Ainsi à la prolétarianisation du système musculaire (la bien nommée «force de travail») s'ajouterait, de nos jours, l'exploitation du système nerveux, via les technologies cognitives et affectives – ces dernières consistant à réduire tout savoir (savoir-faire et savoir-vivre) à leur dimension calculable ou évaluable sur le marché. A partir d'un retour à Marx et à Freud [2], l'auteur appelle à jeter les bases d'une nouvelle critique de l'économie politique qui s'appuierait sur une redéfinition de la valeur «travail», sur la question de la consommation dans son rapport essentiel au désir et à son économie, sur l'extension du concept de prolétariat... et des enjeux, enfin, «d'un devenir-mafia du capitalisme». S'interrogeant sur le mutisme actuel de la philosophie au regard des questions soulevées par le fonctionnement de l'économie contemporaine («comme si un interdit pesait sur la parole philosophique en économie»), B. Stiegler esquisse, à l'aune de la crise actuelle du capitalisme devenu planétaire, plusieurs pistes fécondes permettant, non de sortir de l'économie, mais de concevoir une autre économie (non consumériste) et un autre modèle industriel. Quelles pourraient être les bases d'un modèle industriel non consumériste et «porté par une politique publique mondialement concertée»? Sont alors évoqués, pêle mèle, plus que développés: l'impôt négatif, l'économie de la contribution ou l'éthique hacker... Un essai utile par les temps qui courent où l'invocation, quasi générale, à un New Deal Green ne saurait remplacer une nouvelle critique de l'économie politique et du modèle industriel consumériste.

Alain Coulombel

[1] B. Stiegler, *Pour une critique de l'économie politique*, Galilée

[2] voir à cet égard le dernier ouvrage de B. Marris et G. Dostaler – *Capitalisme et pulsion de mort* – où ils proposent une lecture de la crise actuelle du capitalisme à travers le prisme de Freud et de Keynes.

Sur le site d'Ecologie solidaire
<www.ecologie-solidaire.org>, lire également
«Pourquoi il faut abroger la LRU et comment y parvenir...»
par Jacques Stambouli

Des monnaies locales pour relocaliser l'économie et réduire les effets de la crise

L'objectif de réduction de l'empreinte écologique pour les circuits courts trouve dans la crise actuelle un soutien inattendu. La méfiance qui s'est instaurée pour quelques années entre acteurs financiers amène de plus en plus d'entreprises à rapatrier leur production (cf Les Echos du 24/04/09). D'autres facteurs pourraient jouer dans le même sens, en pénalisant la circulation des marchandises: la piraterie dans le Golfe d'Aden, la grippe mexicaine, la non qualité de certains produits chinois...

Il est par ailleurs des outils susceptibles de favoriser le développement local, expérimentés dans de nombreux pays souvent depuis longtemps: les monnaies locales. Citons pêle-mêle le WIR suisse qui finance des échanges entre 60 .000 PME helvétiques depuis 1934, équivalant en 2007 à 1,7 milliards de francs suisses, la Ithaca Hours aux Etats-Unis créée il y a environ quinze ans, la Régio allemande, la Fureai Kippu japonais et depuis plus de cinq ans, le Sol, inventé par Patrick Viveret et expérimenté dans cinq territoires français.

Après la fuite en avant vers l'intégration monétaire, la multiplication de ces systèmes locaux est pour une part un retour aux sources. Les monnaies locales ont de tout temps cohabité avec des monnaies plus globales. C'est aussi de retour du sens: que signifie notre rapport à l'argent? À quoi doit servir l'argent: à thésauriser? À échanger? À s'enrichir?...

L'intérêt est que comme les Smiles, par exemple, que vous cumulez en achetant du café au supermarché ou en voyageant, ces moyens d'échanges locaux ou dédiés peuvent orienter une partie de la consommation vers des produits bio, éthiques, durables. Ou simplement vers des biens et services échangés sur un territoire donné sans passer par la chambre de compensation européenne. A Ithaca, aux Etats-Unis (Etat de New-York), Mac Donalds a renoncé à implanter ses restaurants standardisés parce que les habitants, avec leurs hours, préfèrent acheter les hamburgers de leur restaurateur voisin.

Il s'agit rien moins que de reprendre pouvoir, en partie au moins, sur sa consommation et ses échanges. Et peut-être reprendre le pouvoir sur sa vie, ses liens sociaux...

Michel Wilson

A lire le très pédagogique *Monnaies régionales: de nouvelles voies vers une prospérité durable* de Bernard Lietaer et Margrit Kennedy, édition Charles Leopold Meyer.



La Lettre de l'Ecologie solidaire est publiée sous la responsabilité de

Olivier Agullo, Françoise Alamartine, Martine Alcorta, Francine Bavay, Nicole Bertrand-Séris, Martine Billard, Yves Contassot, Albano Cordeiro, Alain Coulombel, Michel Evrard, Yves Gueydon, Augustin Grosdoy, Simon Imbert-Vier, Marc Lasaygues, Régis Lecuru, Jean-Pierre Lemaire, Dominique Liot, François Longerin, Kyra-Françoise Mas, Laurent Moccozet, Gilles Monsillon, Nazy Paysokhan, Christian Prébois, Frédéric Supiot, Michel Wilson

Vous pouvez nous contacter en envoyant un courriel à edition@ecologie-solidaire.org

Vous pouvez lire toutes les contributions de l'Ecologie solidaire sur le site www.ecologie-solidaire.org

Vous pouvez vous inscrire ou vous désinscrire à la version électronique de la Lettre de l'Ecologie solidaire en vous rendant sur le site <http://listes.ecologie-solidaire.org>